

Vous êtes ici : [Accueil](#) > [Formations](#) > [Offre de formation](#) > [Secteur](#) > [Etudes - Projet](#)

Master Ingénierie juridique et financière (P)

- [Présentation](#)
- [Accès](#)
- [Programme](#)
- [Et après ?](#)
- [Partenaires](#)

Nature :

Diplôme national

Domaine :

Droit - Economie - Gestion

Mention(s) :

Science politique : Politiques publiques et changement social

Spécialité(s) :

Ingénierie juridique et financière

Niveau(x) de recrutement :

Bac + 3, Bac + 4

Durée des études :

2 ans ou 1 an

Lieu(x) :

Domaine Universitaire - St. Martin d'Hères-Gières

Organisation :

[Institut d'Etudes Politiques de Grenoble](#)

Accessible en :

Formation initiale
Formation continue
Contrat de professionnalisation
Contrat d'apprentissage

Cette spécialité vise, à partir d'une connaissance précise de l'environnement institutionnel dans lequel évoluent toutes les organisations, à former des professionnels qualifiés en matière de stratégies et politiques financières de l'entreprise ou de la collectivité publique, capables d'allier les techniques de l'analyse et de l'ingénierie.

Objectifs

Cette spécialité vise, à partir d'une connaissance précise de l'environnement institutionnel dans lequel évoluent toutes les organisations, à former des professionnels qualifiés en matière de stratégies et politiques financières de l'entreprise ou de la collectivité publique, capables d'allier les techniques de l'analyse et de l'ingénierie.

L'option Management des organisations privées entend favoriser l'acquisition des outils juridiques, budgétaires et de gestion que requiert aujourd'hui l'action publique, parapublique et privée. La formation repose sur une reconnaissance précise de l'environnement institutionnel dans lequel évoluent toutes les organisations, publiques et privées, et vise à fournir aux candidats une maîtrise poussée des outils financiers et juridiques d'aide à la décision : traitement de données statistiques, gestion budgétaire, finances, gestion des ressources humaines, contrôle de gestion, droit des affaires, etc.

L'option Management des collectivités territoriales vise à apporter une vision transversale et lucide des enjeux qui animent désormais le secteur public local sur des problématiques telles que l'urbanisme, l'aménagement du territoire, les finances publiques locales, la gestion des ressources humaines, les marchés publics ou encore la communication publique.

Spécificités

2 options sont possibles en 2ème année :

- Management des collectivités territoriales
- Management des organisations privées

L'orientation vers les spécialités se fait dès l'entrée en première année.

Modalités d'enseignement particulières

Contrat de professionnalisation : Le M2 Ingénierie juridique et financière, option Management des organisations privées est accessible uniquement en alternance, soit sous forme de contrat d'apprentissage, soit sous forme de contrat de professionnalisation.

Rythme de l'alternance : 1 semaine en formation / 3 semaines en entreprise

Apprentissage : Le M2 Ingénierie juridique et financière, option Management des organisations privées est accessible uniquement en alternance, soit sous forme de contrat d'apprentissage, soit sous forme de contrat de professionnalisation.

Rythme de l'alternance : 1 semaine en formation / 3 semaines en entreprise

Stage

Stage obligatoire

Échanges internationaux

Domaines Erasmus :

Sciences politiques, Comptabilité et gestion financière, Droit

Langue(s) d'enseignement :

Français

Conditions d'admission

Sélection sur dossier + épreuves écrites (uniquement pour ceux qui demandent l'accès par voie de concours en M1) et entretien

Formation(s) requise(s)

Accès en 1ère année

- titulaires d'un diplôme national conférant le grade de licence ou d'un titre équivalent dans un domaine compatible avec celui de la formation, étudiants ayant validé 3 années d'IEP
- pour les étudiants étrangers titulaires d'un diplôme étranger validant trois années d'études supérieures et résidant à l'étranger, l'admission en M1 se fait après un examen attentif de l'ensemble des pièces constitutives du dossier de candidature et attestant d'un niveau de connaissance de la langue française suffisant pour suivre une formation de master
- sur demande de Validation des Acquis Professionnels ou d'Expérience (VAP/ VAE) pour les candidats ne pouvant justifier des diplômes ou titres requis.

Il existe deux modes d'accès au master 1ère année :

- sur concours (épreuves écrites et entretien avec un jury) pour ceux qui veulent préparer un double diplôme : le diplôme national de master et le diplôme de l'IEP valant grade de master
- sélection sur dossier et entretien avec un jury pour ceux qui veulent préparer le seul diplôme national de master

Accès en 2ème année

- étudiants ayant validé la 1ère année du master mention Politiques publiques et changement social, spécialité Ingénierie juridique et financière
- titulaires d'un M1 (ex maîtrise) ou d'un diplôme équivalent dans un domaine compatible avec celui de la formation
- étudiants ayant validé 4 années d'IEP
- professionnels en formation continue justifiant d'un diplôme de niveau master 1 (ex maîtrise) ou équivalent ou admis à entrer en formation par la procédure de validation des acquis professionnels et/ou de l'expérience (VAP / VAE). Les professionnels en formation continue peuvent être admis à tout ou partie des enseignements de M1 en accord avec l'équipe pédagogique du Master, sur proposition du responsable de la spécialité concernée.

Modalités pratiques

Accès en 1ère année :

Inscriptions en ligne sur le site Internet de l'IEP : de mi mars à fin avril

Retour des dossiers papier : jusqu'à début mai

Concours (épreuves écrites pour les candidats souhaitant obtenir le diplôme de Master + le diplôme IEP) : 2ème quinzaine de mai

Résultats d'admissibilité (concours ou examen du dossier) : début juin

Entretien d'admission : 3ème semaine de juin

Résultats d'admission : mi juillet

Pour plus d'informations, consultez le site de [l'IEP](#)

Accès en 2ème année :

Inscription : uniquement sur le site Internet de l'IEP entre mi mars et fin avril

Envoi du dossier papier jusqu'à début mai

Résultats d'admissibilité sur le site de l'IEP : début juin

Entretien d'admission : 3ème semaine de juin

Résultats d'admission : mi juillet

Pour plus de précisions, consulter le site de [l'IEP](#)

Nombre de places : 50 en M1 et 45 en M2

Programme

1ère année

Semestre 1

UE 1 disciplinaire obligatoire : 3 cours fondamentaux (7,5 Crédits)

Les transformations du système productif (16h CM - 2,5 Crédits) ; Institutions publiques et collectivité territoriales en Europe (24h CM - 2,5 Crédits) ; La question du développement local (12h CM - 2,5 Crédits)

UE 2 disciplinaire optionnel à choix obligatoires (5 cours à choisir parmi 7) (12,5 Crédits)

Emploi et politiques de l'emploi en Europe (12h CM - 2,5 Crédits) ; Approche anthropologique des processus identitaires (21h CM - 2,5 Crédits) ; Sociologie des organisations et politiques publiques (24h CM - 2,5 Crédits) ; Culture et construction des systèmes politiques (21h CM - 2,5 Crédits) ; Organisations internationales et mondialisation (12h CM - 2,5 Crédits) ; Politiques publiques (21h CM - 2,5 Crédits) ; Sociologie des organisations (ateliers thématiques) (12h CM - 2,5 Crédits)

UE 3 disciplinaire obligatoire : cours spécifiques (5 Crédits)

option Management des organisations privées

Comptabilité générale (24h CM - 3 Crédits) ; Finances des organisations (12h CM - 2 Crédits)

option Management des collectivités territoriales

Comptabilité générale (24h CM - 3 Crédits) ; Droit administratif (12h CM - 2 Crédits)

UE 4 d'ouverture (5 Crédits)

Connaissance des milieux professionnels. Ressources humaines dans les organisations (20h CM - 2 Crédits) ; Préparation à la recherche de stage (6h CM - 1 Crédit) ; Anglais (20h CM - 2 Crédits)

Enseignements facultatifs (5 crédits)

Atelier recherche documentaire (10h) ; Atelier informatique (10h) ;

A noter : les étudiants issus du premier cycle de l'IEP peuvent être dispensés du programme de 1er semestre. Ils peuvent effectuer à la place du programme de M1 un séjour académique à l'étranger ou un stage. L'autorisation est accordée au cas par cas sur la base d'un contrat pédagogique élaboré par le responsable de spécialité. Le programme suivi à l'université à l'étranger ainsi que le lieu et l'objet du stage doivent être en adéquation avec le programme de la spécialité de Master.

Semestre 2

UE 5 disciplinaire obligatoire (30 Crédits)

Stage en France ou à l'étranger (4 mois minimum) + rapport de stage en rapport avec la spécialité
OU

Séjour académique à l'étranger, programme en rapport avec la spécialité

2ème année

Semestre 3

Option Management des organisations privées

UE 1 disciplinaire obligatoire : Management des organisations et systèmes d'information (60h CM - 5 Crédits)

UE 2 disciplinaire obligatoire : Finances d'entreprises, finances internationales et fiscalité (80h CM - 5 Crédits)

UE 3 disciplinaire obligatoire : Audit et contrôle de gestion (80h CM - 5 Crédits)

UE 4 disciplinaire obligatoire : Stratégie et économie industrielle (45h CM - 5 Crédits)

UE 5 disciplinaire obligatoire : Anglais et droit des affaires (5 Crédits)

Anglais (36h CM - 2 Crédits) ; Droit des affaires (36h CM - 3 Crédits)

UE 6 d'ouverture (5 Crédits)

Accompagnement vers l'insertion professionnelle (45h CM - 3 Crédits) ; Informatique de gestion et recherche documentaire (18h CM - 2 Crédits)

Option Management des collectivités territoriales

UE 1 disciplinaire obligatoire : Communication publique et figures politiques locales (5 Crédits)

Objectifs et outils de communication (24h CM - 3 Crédits) ; Les nouvelles règles du jeu politique décentralisé (21h CM - 2 Crédits)

UE 2 disciplinaire obligatoire : Finance publiques locales (5 Crédits)

Finances publiques locales : bases théoriques (18h CM - 1 Crédit) ; Finances publiques locales : analyse pratique et contrôle de gestion (48h CM - 4 Crédits)

UE 3 disciplinaire obligatoire : Commande publique (5 Crédits)

Droit des marchés publics (36h CM - 5 Crédits)

UE 4 disciplinaire obligatoire : Urbanisme (5 Crédits)

Droit de l'urbanisme : bases théoriques (24h CM - 2 Crédits) ; Droit de l'urbanisme : analyse pratique (42h CM - 3 Crédits)

UE 5 disciplinaire obligatoire : Enjeux de l'administration territoriale (5 Crédits)

Droit de collectivités territoriales (24h CM - 2 Crédits) ; Politiques publiques territoriales (36h CM - 3 Crédits)

UE 6 d'ouverture : ouverture internationale et professionnelle (5 Crédits)

Langue vivante 1 (20h CM - 2 Crédits) ; Atelier informatique ou recherche documentaire (10h CM - 1 Crédit) ; Accompagnement vers l'insertion professionnelle (20h - 2 Crédits)

Semestre 4

option Management des organisations privées

UE 7 disciplinaire obligatoire : Formation pratique et mémoire professionnel (30 Crédits)

Formation pratique en entreprise + rédaction et soutenance du mémoire professionnel (30 Crédits)

option Management des collectivités territoriales

UE 7 disciplinaire obligatoire : Stage (30 Crédits)

Stage professionnel + rédaction et soutenance du rapport de stage (30 Crédits)

Année post-bac de sortie :

Bac + 5

Niveau de sortie :

Niveau I

Compétence(s) visée(s)

- résolution de problèmes de management transversaux et pluridisciplinaires
- esprit d'analyse, de diagnostic et de synthèse
- capacité d'animation, de coordination et de médiation
- autonomie et flexibilité ...

Insertion professionnelle

Pour l'option " Management des collectivités territoriales " :

Les principaux emplois et métiers visés par la formation sont les suivants :

- Spécialistes des marchés publics, du droit de l'urbanisme et/ou des finances locales
- Personnel contractuel (type « chargés de mission ») au sein des collectivités territoriales
- Personnel des sociétés d'économie mixte
- Chargés de communication sur une opération publique pour une société d'aménagement
- Salariés de partis politiques
- Collaborateurs de cabinet dans les collectivités territoriales
- Cadres des services juridiques et financiers des collectivités
- Chargés de mission dans des cabinets d'audits ou de conseil aux collectivités...

Sans préparer directement aux concours d'accès à la fonction publique, la formation permet aux étudiants d'acquérir des outils professionnels recherchés par les collectivités publiques et d'accéder ainsi aux métiers liés au management public local.

Pour l'option " Management des organisations privées " :

Métiers visés :

- Professionnels capables d'appréhender des problèmes de management pluridisciplinaire dans des organisations privées, associatives, financières et d'assurance en poste dans des services financiers, de contrôle de gestion, de ressources humaines, de communication...
- Consultant dans des sociétés de service aux entreprises : bureaux d'étude, cabinet de conseil, d'audit et contrôle de gestion...
- Chargé d'étude dans des organisations professionnelles, interprofessionnelles, ou des collectivités locales ...

Entreprises partenaires

Depuis la création du master option Management des collectivités territoriales (en 2005), les étudiants de première et deuxième année ont pu profiter de stages de longue durée dans les organismes d'accueil suivants :

- Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise
- Ville de Grenoble : service des finances, service communication...
- Ville de Saint-Marcellin, Ville de Fontaine, Ville de Meylan, Ville de Digne-les-Bains
- Conseil Général de l'Isère : contrôle de gestion, direction des territoires, direction des RH
- Conseil Général de Haute-Savoie : service aménagement et routes
- Communauté d'agglomération de Grenoble (La Métro) : service aménagement urbain
- Communauté d'agglomération du Pays voironnais
- Sociétés d'économie mixte locales Diverses permanences parlementaires
- Divers cabinets ministériels
- Assemblée Nationale (groupes politiques)
- Comité des Régions (Bruxelles)
- Festival Jazz à Vienne...

Quelques entreprises d'accueil pour l'option Management des organisations privées

- Sémitag, Régie des VFD, SNCF, Air France Industrie, Aéroport de Lyon
- Sté DEPAGE
- Caisse d'Epargne des Alpes, Banque de France, Société Générale, Crédit Agricole, Crédit du Nord
- Casino D'Evian
- Sté MAZARS
- Right Management Consult
- HR Technologie et Management
- Brossette
- CCAS

- ALPEXC SA
- CEBAL SAS
- Price Waterhouse Coopers, HSBC, FINANCE CONSULT, KPMG SA, Winch RH
- Cabinet PACAUD
- France Télévisions Distribution
- MGE
- AREVA T&D
- UNILEVER
- ATTILOG
- ACCOR SA
- L'Oréal
- Rossignol
- Botanic
- STEFTFE
- POWEO
- Givenchy
- Dalkia
- Delphi
- Bouygues immobilier
- Gemalto
- PWC Entreprise
- Rector Lesage
- Gemey Maybelline Garnier
- Partner Reinsurance Europe LTD
- Barthelemy et associés
- France Telecom
- FOSSIL
- FONDACIO
- Université catholique de Lyon
- SEJER

Contacts

Responsable(s) :

Responsable pédagogique de l'option "Management des organisations privées"

Bernadette DERROUCH

Responsables pédagogiques de l'option "Management des collectivités territoriales"

Marie-Julie BERNARD et Emmanuelle DESCHAMPS

Renseignements :

Secrétariat

- option Management des organisations privées

Séverine GALBRUN

Tél. : 04 76 82 60 68

Fax : 04 76 82 60 31

Mel : severine.galbrun@sciencespo-grenoble.fr

- de l'option Management des collectivités territoriales

Pascale PETRIZZELLI

Tél. : 04 76 82 60 34

Fax : 04 76 82 60 31

Mel : Pascale.Petrizzelli@sciencespo-grenoble.fr

Horaires d'ouverture au public

du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30

Avertissement : document non contractuel pouvant être soumis à modifications

A consulter

<http://www-sciences-po.upmf-grenoble.fr/index.php>

Université Pierre-Mendès-France / BP 47 / 38040 Grenoble Cedex 9

Contact : admcom@upmf-grenoble.fr

- [Mentions légales](#)
- [Crédits](#)
- [Accessibilité](#)